

Audience publique extraordinaire du 30 juillet 2014

Requête en relevé de forclusion introduite par
Monsieur ..., Wiltz
en présence du ministre de l'Immigration et de l'Asile

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 34808 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 2 juillet 2014 par Maître Nicky Stoffel, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Monténégro), de nationalité monténégrine, demeurant actuellement à L-..., tendant au relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai de quinze jours imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 4 juin 2014 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 8 juillet 2014 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Marcel Marigo, en remplacement de Maître Nicky Stoffel, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives en la chambre du conseil en date du 30 juillet 2014.

Le 11 avril 2014, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, dénommée ci-après « la loi du 5 mai 2006 ».

Par une décision du 4 juin 2014, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, dénommé ci-après « le ministre », informa Monsieur ... qu'il avait statué sur le bien-fondé de sa demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée en se fondant sur les dispositions de l'article 20, paragraphe (1) a), b) et c) de la loi du 5 mai 2006 et que sa demande avait été refusée comme non fondée, tout en lui enjoignant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

En date du 2 juillet 2014, Monsieur ... a fait déposer une requête tendant au relevé de la déchéance de son droit d'agir en justice résultant de l'expiration du délai de quinze jours imparti pour l'introduction d'un recours contentieux à l'encontre de la prédite décision du ministre du 4 juin 2014.

A l'appui de son recours, le demandeur soutient ne pas avoir été en mesure d'introduire un recours contentieux contre la décision ministérielle précitée du 4 juin 2014 de manière utile, alors qu'indépendamment de sa volonté, son précédent mandataire lui aurait indiqué de manière erronée les possibilités de voies de recours susceptibles d'être dirigées contre ladite décision ministérielle. Il déclare encore se trouver actuellement dans l'impossibilité d'agir en justice contre la décision en question.

Le représentant étatique conclut au rejet de la requête en relevé de la déchéance, au motif que l'inaction du mandataire du demandeur ne pourrait pas justifier le relevé de la déchéance résultant de l'expiration du délai pour agir en justice.

La loi modifiée du 22 décembre 1986 relative au relevé de déchéance résultant de l'expiration d'un délai imparti pour agir en justice, dénommée ci-après « la loi du 22 décembre 1986 », dispose en son article 1^{er} que *« si une personne n'a pas agi en justice dans le délai imparti, elle peut en toute matière, être relevée de la forclusion résultant de l'expiration du délai si, sans qu'il y ait eu faute de sa part, elle n'a pas eu, en temps utile, connaissance de l'acte qui a fait courir le délai ou si elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'agir »*.

Il est de principe que la négligence de l'intermédiaire chargé d'agir ne justifie pas un relevé de forclusion¹.

Admettre le raisonnement adverse impliquerait que toute partie demanderesse devrait être relevée de la déchéance, quelle que soit la cause justificative de l'inaction du professionnel concerné, ce qui reviendrait à outrepasser sans cause légitime des délais par ailleurs fixés à titre obligatoire par le législateur, le relevé de déchéance étant à interpréter de façon restrictive, vu son caractère exceptionnel, suivant la loi du 22 décembre 1986. En effet, l'inaction du mandataire de l'administré, susceptible, le cas échéant, d'engager la responsabilité civile du mandataire, ne saurait servir de prétexte à contourner les délais imposés par le législateur sous peine de forclusion².

En l'espèce, il ressort des pièces et éléments du dossier administratif que la décision ministérielle du 4 juin 2014 déclarant non fondée sa demande de protection internationale sur base de l'article 20 de la loi du 5 mai 2006 a été notifiée au demandeur par courrier recommandé envoyé en date du 5 juin 2014, suivant les indications non contestées figurant sur la décision elle-même. En l'absence de preuve quant à la date de réception de la décision par son destinataire, il y a lieu de faire application de la présomption prévue à l'article 6, paragraphe (9) de la loi du 5 mai 2006 suivant lequel la notification est réputée valablement faite 3 jours après l'envoi du courrier sous pli recommandé à la poste, de sorte qu'en l'espèce, la notification est censée être faite le 10 juin 2014, étant entendu que le lundi 9 juin était un jour férié légal. Il s'ensuit que le délai légal de quinze jours pour introduire un recours contentieux à l'encontre de ladite décision a commencé à courir le 10 juin 2014, date de la réception présumée dudit courrier recommandé. Il s'ensuit encore que le demandeur a eu connaissance de l'acte qui a fait courir ledit délai, de sorte qu'il ne rentre pas dans les prévisions de la première hypothèse prévue à l'article 1^{er} de la loi du 22 septembre 1986 permettant d'être relevé de la déchéance du délai pour agir en justice.

¹ cf. Encyclopédie Dalloz, Procédure Civile, V° Délais n° 45.

² Cour adm. 27 octobre 2011, n° 28962C du rôle, Pas. adm. 2012, V° Procédure administrative, n° 242 et autres références y citées, ainsi que récemment : trib. adm. 1^{er} octobre 2013, n° 33380 du rôle, disponible sur : www.ja.etat.lu

Il n'est par ailleurs pas contesté en cause que malgré le fait que le demandeur ait immédiatement contacté son mandataire de l'époque en vue d'introduire un recours contentieux contre ladite décision, aucun recours n'a été déposé au greffe du tribunal administratif. Or, il y a lieu de constater que cette inaction est imputable au mandataire de l'époque du demandeur et que le demandeur n'a soumis au tribunal aucun élément irrésistible dans le chef de son précédent mandataire l'ayant empêché de déposer en temps utile un recours.

Conformément aux principes ci-avant dégagés, une erreur commise par le mandataire du justiciable ne peut pas être considérée comme ayant été commise en dehors de la sphère d'action du justiciable qui ne peut partant pas être considéré comme s'étant trouvé dans l'impossibilité d'agir.

La requête en relevé de forclusion n'est par voie de conséquence pas fondée.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, chambre de vacation, statuant à l'égard de toutes les parties et sans recours ;

reçoit la demande en relevé de forclusion en la forme ;

au fond, la dit non justifiée, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Thessy Kuborn, premier juge
Andrée Gindt, juge,

et lu à l'audience publique extraordinaire du 30 juillet 2014 à 17.00 heures, à laquelle le prononcé avait été fixé, par le premier vice-président, en présence du greffier Goreti Pinto.

s. Goreti Pinto

s. Carlo Schockweiler

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 30 juillet 2014
Le greffier du tribunal administratif